Rapport de résultats 2020

« Lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les cercles de Nara, Kolokani et Banamba dans la Région de Koulikoro » (LCIANK)

MALI (MLI 1604911)

Belgian development agency

Table des matières

enabel.be

1 ACRONYMES 4
2 APERÇU DE L'INTERVENTION 5
2.1 FICHE D'INTERVENTION 5
2.2 AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE 6
1.1.1 Pertinence 6
1.1.2 Efficacité 6
1.1.3 Efficience 7
1.1.4 Durabilité potentielle 7
1.1.5 Conclusions 8
3 SUIVI DES RESULTATS 9
3.1 EVOLUTION DU CONTEXTE 9
3.1.1 Contexte général et institutionnel 9
3.1.2 Contexte de gestion 10
3.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME 12
3.2.1 Progrès des indicateurs 12
3.2.2 Analyse des progrès réalisés 13
3.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 14
3.3.1 Progrès des indicateurs 14
3.3.2 État d'avancement des principales activités 14
3.3.3 Analyse des progrès réalisés 15
3.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 16
3.4.1 Progrès des indicateurs 16
3.4.2 État d'avancement des principales activités 16
3.4.3 Analyse des progrès réalisés 17
3.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 17
3.5.1 Progrès des indicateurs 17
3.5.2 État d'avancement des principales activités 19
3.5.3 Analyse des progrès réalisés 19
4 SUIVI BUDGETAIRE 27
5 RISQUES ET PROBLEMES 27
6 SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES 39
6.1 AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE 39
6.2 AVEC LES PROJETS POUR TIERS 39
6.3 AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES 39
7 THEMES TRANSVERSAUX 40
7.1 ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE 40
7.2 GENRE 40

7.3 DIGITALISATION 41
7.4 EMPLOI DECENTS ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

8 LEÇONS APPRISES 41

8.1 LES SUCCES 42
8.2 LES DEFIS 42
8.3 QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE 43
8.4 SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES 43

9 PILOTAGE 44

9.1 MODIFICATIONS APPORTEES A L'INTERVENTION 44
9.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI 45
9.3 REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES 48
9.4 RECOMMANDATIONS 48

10 ANNEXES 49

10.1 CRITERES DE QUALITE 49
10.2 CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR 54
10.3 FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL) 54
10.4 APERÇU DES MORE RESULTS 54
10.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » 55
10.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION 55

1 Acronymes

AREPK	Appui au Renforcement de l'Economie Pastorale dans la Région de Koulikoro
ADR	Agence de Développement Régional
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ASACO	Association de Santé Communautaire
ASC	Agent de Santé Communautaire
ATN	Assistant Technique National
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
BC	Banque de Céréales
BCV	Banque de Céréales villageoise
HEA	Enquête sur l'Economie de Ménages
LCIANK	Lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans la Région de Koulikoro
CCOCSAD	Comité Communal de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CLOCSAD	Comité Local de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CG	Comité de Gestion
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CS Réf	Centre de Santé de Référence
CSA	Commissariat à la sécurité alimentaire
CSC om	Centre de Santé Communautaire
CT	Collectivités Territoriales
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
ENSAN	Enquête National de sécurité alimentaire et nutritionnelle
HAMS	Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire
I.O.	Intervention Officer
M&E	Monitoring et Evaluation
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
OPA	Organisation des Producteurs Agricoles
OPC	Organisation de Producteurs céréaliers
OPM	Organisation de producteurs Maraichers
P2RS	Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel
PolNSAN	Politique Nationale de Sécurité Alimentaire
PDESC	Programme de Développement Economique Social et Culturel
PMH	Pompe à Motricité Humaine
RAMU	Régime Assurance Maladie Universelle
RNA	Régénération Naturelle Assistée
RSU	Registre Social Unifié
SAP	Système d'Alerte Précoce
SCAP-RU	Système Communaux d'Alerte Précoce et Réponses aux Urgences
SLACPN	Service de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
SLDSES	Service Local du Développement Social et de l'Economie Solidaire
SMART	Enquête nutritionnelle
UGP	Unité de Gestion du Projet

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition au niveau des cercles de Nara ; Kolokani et Banamba
Code de l'intervention	Code DGD : NN1023 Code Navision :MLI 1604911
Emplacement	Région de Koulikoro : Cercle de Nara ; Kolokani ; Banamba
Budget	6.5 M Euros
Institution partenaire	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
Date de démarrage de l'intervention/Ouverture du Comité de pilotage	13 mars 2018
Date de fin de la Convention spécifique	12 septembre 2022
Groupes cibles	Populations et ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire des cercles de Nara ; Kolokani et Banamba
Impact[1]	La sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau du Cercle de Nara, Kolokani et Banamba (Région de Koulikoro) est durablement améliorée, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local.
Outcome	La sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables est améliorée au niveau de communes ciblées au sein des cercles de Nara, Kolokani et Banamba
Outputs	Résultat 1 : Les capacités des acteurs institutionnels pour l'analyse, la planification et la coordination des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont renforcées au niveau régional et local.
	Résultat 2 : Des investissements structurants sont réalisés par les collectivités territoriales pour améliorer la résilience des populations et favoriser la création d'emplois
	Résultat 3 : L'utilisation des aliments et l'accès aux services socio-communautaires de base sont améliorés durablement
	Résultat 4 : La résilience et l'intégration aux dynamiques de marché sont améliorées pour les petits producteurs et groupes vulnérables
Budget total de l'intervention	Contribution Belge : 6.5 Millions d'Euros Contribution du Mali : 325 000 Euros

[1] L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

L'intervention s'inscrit dans la vision du CREDD et s'adapte à la politique nationale de sécurité alimentaire (mai 2019) et de la politique nationale Genre (2011) d'une part, et à la Lettre de Politique du nouveau Ministre belge de la Coopération.

Dans sa formulation, il a été pris en compte les besoins réels des populations vivant dans les zones où les ménages sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'intervention empreinte une démarche multi acteurs et multi secteurs qui favorise la prise en compte des quatre dimensions de la sécurité alimentaire et permet aux ménages de réduire leur insécurité alimentaire et la malnutrition.

Cette réduction se réalise à travers des actions qui soutiennent l'amélioration de la résilience des ménages à travers notamment l'augmentation des productions agricoles, l'accompagnement et le réseautage des banques de céréales, l'amélioration de l'accès au crédit des réseaux de banques de céréales pour des commandes groupées à des moments stratégiques, la dotation des ménages en noyaux de petits ruminants, la mise en place des mutuelles de santé, la prévention et la prise en charge de la malnutrition, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et d'assainissement.

Les cibles de l'intervention prennent en compte les ménages vulnérables qui sont les pasteurs et les agro-pasteurs et qui vivent dans un même espace économique partagé identifié par les études du Conseil Régional de Koulikoro. Un accent est mis sur les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans. Aux dires des ménages appuyés, l'intervention répond à leurs besoins.

Le projet prend en compte aussi les thèmes transversaux : genre, environnement et digitalisation.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	A

La coordination technique des ONG de mise en œuvre par Enabel joue pleinement son rôle d'appui conseil et d'accompagnement.

La conduite des ateliers de planifications conjointes avec la participation de toutes les parties prenantes, la tenue des CCOCSAD et CLOCSAD au niveau des communes et cercles d'intervention ont permis aux différents acteurs de s'approprier l'évolution du LCIANK.

La concentration et la contiguïté des cinq communes de la zone d'intervention sont des facteurs qui favorisent l'atteinte des résultats.

L'identification des risques potentiels qui constituent un frein à l'évolution du projet a été faite aussi de manière inclusive et des mesures correctives ont été prises de concert.

Toutes les études de faisabilité des différents investissements sur le LCIANK ont été conduites et les résultats sont disponibles. Au terme des études, des restitutions ont été réalisées permettant de finaliser les rapports et le processus d'élaboration des CSC pour les travaux. L'évaluation des offres a été bouclée pour la majorité des marchés des travaux (construction de 30 blocs de latrines dans 15 écoles, réhabilitation et réalisation de nouveaux forages à équiper de PMH et de SHVA). Quant à l'aménagement des périmètres maraichers, le CSC est finalisé et il est en phase de publication. En ce qui concerne la réalisation des ouvrages de franchissement, le CSC est en phase de finalisation.

Les travaux des 30 blocs de latrines ont débuté dans les 15 écoles des 04 communes d'intervention concernées.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

L'intervention LCIANK est mise en œuvre en partenariat avec 5 ONG de Belgique et une IMF de droit malien qui ont signé des conventions de subsides avec Enabel pour un volume financier équivalent à 52% de son budget.

Les ONG et leurs partenaires nationaux poursuivent normalement la mise en œuvre de leurs activités. L'absorption budgétaire relative aux conventions de subsides semble faible en rapport avec la durée consommée par l'intervention ; les procédures de passation des marchés publics sous la gouverne de la coordination Enabel accusent du retard qui impacte aussi le taux de déboursement total.

Pour une mise en œuvre cohérente, la coordination Enabel a mis en place des mécanismes de planification conjointe périodique des activités avec tous les partenaires : ONG et IMF, services techniques, la société civile et les collectivités territoriales. Les réunions de planification conjointe se tiennent de manière tournante entre les cinq communes d'intervention. Ces réunions favorisent une compréhension harmonisée des activités entre tous les acteurs et stimulent les synergies et complémentarités. L'organisation des missions conjointes sur le terrain favorisent également des économies d'échelle entre acteurs.

Ces rencontres viennent renforcer les acquis des premiers ateliers d'internalisation de l'intervention par les collectivités territoriales et les autres acteurs (services techniques, OSC) tenus en 2018 et facilitent la prise en compte de la sécurité alimentaire et la malnutrition dans les stratégies et plans de développement locaux.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Du point de vue opérationnelle, la coordination Enabel et les ONG de mise en œuvre poursuivent ensemble une implication activement des structures en charge d'assurer la durabilité notamment les services techniques publics et parapublics, les collectivités territoriales, la société civile et l'administration locale.

L'appui aux collectivités territoriales vise la prise en compte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les plans de développement locaux et son portage par les communes ; les

collectivités territoriales participent au sein des comités locaux de suivi de la sécurité alimentaire.

Quant aux services déconcentrés de l'Etat, leur implication à toutes les étapes de mise en œuvre du projet est gage de la durabilité technique, sociale et économique des actions.

La société civile joue le rôle de veille et assure une durabilité sociale des actions du projet.

Pour une appropriation de l'intervention par les groupes cibles, ceux-ci sont impliqués également à toutes les étapes du processus de mise en œuvre et assurent le portage des activités selon les domaines d'intérêt.

Ainsi chacune des ONG partenaires en fonction de son domaine de compétences et en lien avec les piliers de la sécurité alimentaire qui lui sont confiés a identifié des porteurs de changements qui assurent le leadership au niveau local. Ces porteurs de changements sont les relais entre le projet et les bénéficiaires de l'intervention et sont les acteurs clés dans le processus d'appropriation et assureront la durabilité des actions.

1.1.5 Conclusions

La mise en œuvre de l'intervention suit son cours avec un bon état d'avancement. Il faut noter que les acteurs au niveau local sont impliqués à tout le processus de mise en œuvre ont une appréciation positive de l'intervention.

Cette appréciation positive est sous-tendue par un certain nombre de faits dont les plus saillants sont :

- La planification conjointe de manière tournante entre les cinq communes facilite une pleine implication des collectivités territoriales et de tous les autres acteurs et concoure à une compréhension harmonisée des actions, des rôles et responsabilités de chaque intervenant ;
- L'appui aux collectivités et à l'administration dans l'organisation et l'animation des CCOCSAD et CLOCSAD dans les communes et cercles d'intervention favorise une prise en compte de la dimension sécurité alimentaire dans les plans et stratégies de développement local ;
- Une amélioration des conditions de sécurité alimentaire et nutritionnelle des cibles du LCIANK est perceptible grâce aux actions conjuguées dans les 24 villages de concentration ;
- Les communautés à travers les SCAP-RU participent à l'amélioration du système national du SAP par la collecte et la remontée des informations ;
- La mise en place de deux nouvelles mutuelles à Kolokani et Massantola ainsi que le renforcement des 03 anciennes de Nara (Nara, Fallou et Niamana) augmentent la couverture sanitaire et contribuent à la mise en œuvre de la politique nationale en matière de couverture maladie universelle ; plus de 10.057 personnes dont 48% de femmes sont couvertes par ce mécanisme de protection sociale.

Fonctionnaire exécution nationale	Intervention Manager Enabel
Alpha Gouro DIALL	Jean MBAYAHAGA

3 Suivi des résultats[2]

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

L'année 2020 a été marquée au Mali par une crise socio-politique avec la création d'un mouvement réclamant le départ du président démocratiquement élu.

Les manifestations populaires ont conduit à des journées de marche et de contestation qui, par la suite, ont abouti à un coup de force conduit par des militaires le 18 Août 2020. A la suite de ce coup de force, le président a démissionné et a dissout l'assemblée nationale et le gouvernement.

Cette situation a conduit à des concertations nations des 10 au 12 septembre 2020 mettant en place une charte défissant les organes de la transition.

Tous les organes de la transition sont en place et le pays malgré cela connait encore des contestations pour une transition plus inclusive.

La maladie à corona virus a également eu des effets négatifs sur le déroulement des activités ralentissant du coup leur mise en œuvre.

La période a aussi été marquée par l'effectivité du découpage territorial qui porte à 20 le nombre de régions. Les différents gouverneurs ont été nommés et presque tous ont prêté serment.

La situation sécuritaire demeure toujours précaire au niveau de certaines localités de la zone d'intervention. Il est à noter également une recrudescence des attaques armées dans les camps militaires mais aussi au niveau de certaines localités du centre empêchant les populations de récolter leurs cultures dans les champs ; c'est le cas de la zone de Dogofry de l'office du Niger.

Le gouvernement du Mali, pour une gestion efficace et transparente des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle a adopté et finalisé une politique nationale de Sécurité alimentaire en mai 2019.

L'objectif global de cette politique s'inscrit pleinement dans le CREDD et la vision stratégique de Enabel 2030. Il est également en phase avec les Les Objectifs de Développement Durable (ODD) du Mali d'ici 2030 : assurer la sécurité alimentaire de la population malienne, améliorer l'état nutritionnel des couches les plus vulnérables et leurs capacités de résilience.

Les objectifs du LCIANK s'intègrent parfaitement dans les 4 axes stratégiques de cette politique nationale de sécurité alimentaire, à savoir :

1. Améliorer l'incidence des productions agricoles sur la disponibilité, la stabilité, l'accessibilité et l'utilisation des aliments pour ajuster durablement l'offre alimentaire à la demande des populations ;

[2] « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

2. Prévenir les chocs et les crises, réduire et atténuer leurs effets sur les populations vulnérables et faciliter l'accessibilité alimentaire aux ménages en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
3. Contribuer à prévenir et à réduire les différentes formes de malnutrition
4. Améliorer la gouvernance institutionnelle et financière de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans ce nouveau dispositif national de sécurité alimentaire, le CSA est l'organe qui pilote la coordination des programmes et projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans la même dynamique, le CSA a porté une attention particulière à l'intervention LCIANK dont il assure l'ancrage institutionnelle. Ainsi l'état d'avancement des activités sur le projet est fait au niveau du CSA et il faut noter que l'équipe de CEDI à travers son Responsable National et son Expert Sectoriel et Thématique ont rendu une visite de courtoisie au nouveau ministre commissaire à la sécurité alimentaire.

Dans la logique d'un renforcement du dispositif de collecte et de remontée des informations relatives à l'insécurité alimentaire dans les communes d'intervention, l'unité de coordination LCIANK en collaboration avec les acteurs locaux et le SAP, a mis en place et formé les membres des SCAP-RU au niveau des villages de concentration. Ce renforcement de capacité a permis aux différents SCAP_RU d'assurer la collecte mensuelle des données et de les faire remonter au niveau de leurs communes respectives.

3.1.2 Contexte de gestion

L'intervention LCIANK fonctionne sous deux modalités de gestion : la régie qui couvre six conventions de subsides mises en œuvre par des ONG de Belgique et l'IMF CAECE-Jigiseme, chacune dans son domaine de compétences ; et la cogestion qui couvre essentiellement les actions d'appui aux collectivités territoriales et la coordination de l'intervention.

La gestion des subsides par les ONG et l'IMF suit des règles bien décrites dans les conventions ad hoc avec un rythme trimestriel de rapportage narratif et financier.

Le mode de cogestion est sous la responsabilité de la tutelle qui est le CSA ; celui-ci désigne un ordonnateur pour faciliter le processus de gestion administrative et financière en partenariat avec le Représentant résident de Enabel qui assure le rôle de co-ordonnnateur.

L'intervention s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en lien avec le CREED et développe des partenariats et des synergies avec d'autres projets à objectifs similaires et qui s'exécutent dans la région de Koulikoro, à savoir Solidarité Plurielle CARITAS Mali et World Vision.

Les indicateurs de suivi et évaluation de l'intervention sont alignés sur les systèmes nationaux notamment le Cadre harmonisé, les enquêtes SMART, l'ENSAN et le Service d'Alerte Précoce (SAP).

Assurée par Enabel, la coordination du LCIANK veille sur l'opérationnalisation des synergies et complémentarités entre les différentes ONG de mise en œuvre et aussi avec d'autres acteurs tels les services techniques.

Ainsi l'unité de coordination est en train d'élaborer un document sur les synergies dans un contexte multi-acteurs et multidimensionnel comme le LCIANK

Des actions de synergie sont menées en collaboration avec AREPK avec l'appui de l'ADR en vue de l'intégration des actions d'élevage et de sécurité alimentaire dans les plans de développement des communes. Les deux interventions participent de façon conjointe aux sessions de CLOCSAD au niveau des cercles communs d'intervention.

3.1.2.1 Modalités de partenariat

La mise en oeuvre des onventions de subsides signées entre d'une part, les ONG belges et l'IMF CAECE Jigiseme, et d'autre part, Enabel s'est poursuivie au cours de la période sous revue.

Pour la réalisation des investissements structurants dans le domaine de l'eau potable, infrastructures d'assainissement et d'amenagement de périmetres maraichers, le processus de passation des marchés des travaux est finalisé pour les ouvrages hydrauliques en cours pour les perimètres maraichers et les ouvrages de franchissement.

D'une manière globale, la mise en oeuvre des differents cadres de partenariat ont connu certaines difficultés parmi les quelles on peut citer:

- La grève des administrateurs civils qui n'a pas permis aux services techniques d'accompagner la mise en œuvre des activités de restitution et de validation des rapports des PDESC dans les 05 communes (Benkadi, Massantola, Kolokani, Fallou et Niamana) ;
- Le retard pris dans la finalisation des CSC des différents investissements d'eau potable, d'aménagement de périmètres maraichers ainsi que le dossier sur le traitement des points critiques dans le cadre des infrastructures liées aux pistes rurales.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Au cours de la période sous revue, les modalités opérationnelles de l'année antérieure ont subit des améliorations par la révision de la grille salariale au sein de Enabel et l'harmonisation des taux de perdiem pour tous les agents de Enabel.

3.2 Performance de l'outcome

3.2.1 Progrès des indicateurs[3]

Outcome[4] : ***La sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables est améliorée au niveau des communes ciblées au sein des cercles de Nara, Kolokani et Banamba.***					
Indicateurs/marqueurs de progrès[5]	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**
Taux d'évolution des ménages en insécurité alimentaire *Nara :* *Kolokani :* *Banamba*	25%	25% 28,2% 20,7% 08,2%	16,3%(fév20) 19,7%(fév20) 22,4%(fév20) 10,9%(fév20)	20%	18%
Taux d'évolution de la malnutrition chronique et aigue : *MC :* *MAG :*	*29%* *24%*	25,7% 18,8%	21,8% (fév20) 7,2%(fév20)		*24%* *20%*
Prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois (sévère, modérée) *Nara* *Kolokani* *Banamba*	*7,8%*	16,2% *15,5%* *5.1%* *11,7%*	7,1% 9,2%(fév20) 5,5%(fév20) 6,6%(fév20)		*5,0%*

[3] *Vous pouvez utiliser le tableau fourni ou le remplacer par votre propre format de matrice de monitoring. Ajouter/supprimer des colonnes en fonction du contexte (certaines interventions devront ajouter des colonnes pour les années précédentes, tandis que d'autres – nouvelles - interventions n'auront pas encore de valeur pour l'année précédente).*

[4] *Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF).*

[5] *Reprendre les indicateurs, tels qu'ils figurent dans le cadre logique (du DTF ou de la dernière version du cadre logique)*

Prévalence de la malnutrition chez les femmes en âge de procréer	*95,4%*	ND	ND	94%	*93,0%*

Les indicateurs ci-haut repris sont collectés dans le système national selon les enquêtes ENSAN qui sont conduites sur le terrain deux fois par an. Ces enquêtes relèvent du Cadre harmonisé de la sécurité alimentaire adopté par l'UEMOA.

Ces indicateurs concernent la sécurité alimentaire au sein des ménages, la malnutrition des couches les plus vulnérables que sont les enfants en bas âge et les femmes en âge de procréer.

Ce tableau reprend automatiquement la synthèse des indicateurs mis à jour dans Pilot. Le tableau inclu les indicateurs quantitatifs et les indicateurs qualitatifs.

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Dans les trois cercles d'intervention, selon les résultats des enquêtes ENSAN en février 2020, le taux de ménages en insécurité alimentaire varie fortement de respectivement 19,7% à Nara, 22,4% à Kolokani et 10,9% à Banamba contre 28,2% à Nara, 20,7% à Kolokani et 8,2% à en septembre 2019 pour une valeur cible moyenne 17,66% contre 25% en 2019.

De ce résultat, on constate une baisse du taux de l'insécurité alimentaire dans la zone du projet entre septembre 2019 et février 2020. Cette baisse peut, s'expliquer par la période des enquêtes. En effet, les enquêtes ENSAN se font sur deux périodes de l'année, février : période, après les récoltes et en septembre : période de soudure. En 2020, les enquêtes n'ont pu être menées qu'en février seulement ; donc en période favorable.

D'une manière générale, les enquêtes ENSAN ont relevé que les ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire modérée et sévère sont ceux dont le chef de ménage est une femme, les déplacés, ceux qui ont une petite taille d'exploitation, possèdent un faible capital animal, épargnent moins de 180.000 FCFA par an et non pas ou peu d'assistance.

En ce qui concerne les taux de la malnutrition chronique et aigue (MC, MAG), ils étaient respectivement de 25,7% et 18,8% selon les enquêtes ENSAN conduites en 2019 contre respectivement 21,8% et 7.2% en février 2020. Les facteurs contributeurs à cette diminution peuvent être non seulement la différence entre les deux périodes des enquêtes ENSAN mais aussi les actions de sensibilisation menées par la CRB_CRM de concert avec les autres ONG de mise en œuvre dans le cadre de la complémentarité et qui ont eu un effet sur le comportement des bénéficiaires.

Ces actions ont contribué ainsi à accroitre la disponibilité alimentaire ; d'où une amélioration de la consommation alimentaire, les moyens d'existence des ménages et l'état nutritionnel des bénéficiaires. Il faut signaler que la malnutrition est un problème structurel dans le pays avec des taux généralement au-dessus du seuil d'alerte qui est de 10% (MAG, selon les normes de l'OMS).

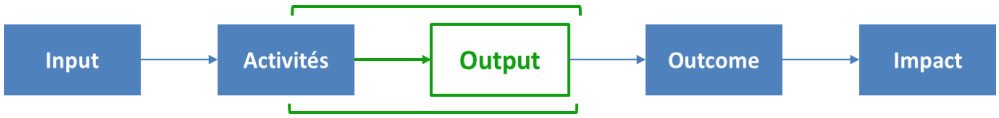
Pour la prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois (sévère, modérée), elle est de 7,1% en 2020 contre 16,2% dans la zone du projet en 2019. Ainsi, on note qu'en septembre 2019 les taux étaient respectivement 15,5% à Nara, 5,1% à Kolokani et 11,7% à Banamba contre 9,2% à Nara, 5,5% à Kolokani et 6,6% à Banamba en février 2020.

La prévalence de la malnutrition chez les femmes en âge de procréer était de 95.4% en 2017. Malgré l'indisponibilité des chiffres, à l'instar des autres variables liées à la malnutrition, ce taux

ne doit pas avoir sensiblement changé. Ce taux est jugé très élevé pour cette couche sociale qui représente également les femmes les plus actives. Ce fort taux de malnutrition chez les femmes en âge de procréer tient dans le fait que toutes les charges du ménage incombent à cette couche comprise entre 15 et 49 ans. A cela, il faut ajouter l'adoption de mauvaises pratiques alimentaires, la méconnaissance des actions essentielles en nutrition et aussi une insuffisance de revenus pour assurer une diversification alimentaire au sein des ménages.

Il faut noter que ces indicateurs décrits ci-dessus relèvent du « déterminant de l'utilisation des aliments ». Les porteurs de changements identifiés assureront un rôle de relais pour impulser le changement de comportement en matière de la bonne utilisation des aliments.

3.3 Performance de l'output 1[6]



3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : les capacités des acteurs institutionnels pour l'analyse, la planification et la coordination des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont renforcées au niveau régional et local					
Indicateurs	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**
Nombre de plans communaux de sécurité alimentaire disponibles	0	5	5	3	5
Nombre de systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponses aux urgences (SCAP-RU) fonctionnelles	0	24	24	5	5
Nombre de comités locaux de suivi de la sécurité alimentaire fonctionnels	1	4	5	3	5

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [7]	**État d'avancement :**

[6] *Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).*
En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

[7] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

	A	B	C	D
1 Renforcer les capacités des acteurs institutionnels pour identification et priorisation des besoins.		X		
2 Renforcer les capacités de coordination et de suivi des interventions de Sécurité Alimentaire au niveau des communes, cercles et région		X		

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Avec l'appui technique de de la DRPSIAP et de l'ADR, les communes de la zone d'intervention sont dans le processus d'intégration des actions de sécurité alimentaire et la malnutrition dans leurs PDESC pour une prise en compte progressive dans leur planification.

Ainsi les rapports provisoires d'intégration des actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont disponibles au niveau de 03 communes (Benkadi, Massantola et Kolokani) ; pour les deux autres communes (Fallou et Niamana) le processus est en cours.

L'exercice de planification trimestrielle conjointe des activités de l'intervention par tous les acteurs de mise en œuvre de manière tournante dans les cinq communes se poursuit et contribue aussi à consolider les plans communaux de sécurité alimentaire et de lutte contre la malnutrition. Cet exercice trimestriel permet également une appropriation constante des activités de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition par les élus locaux, les services techniques et la société civile d'une part, et la durabilité de la prise en compte des quatre piliers de la sécurité alimentaire dans les PDESC, d'autre part.

Dans le souci d'améliorer le système de collecte des informations suivant les indicateurs du cadre harmonisé sous la gouvernance du SAP, les SCAP-RU assurent le remplissage et la remontée des informations conformément au canevas reçu lors des sessions de formation animées par le SAP.

Ainsi, les différents comités se réunissent mensuellement pour renseigner les fiches de collecte et assurent leur remontée au niveau des communes concernées. Ainsi, les informations recueillies seront intégrées dans le circuit officiel du SAP.

Les acteurs locaux (communes, services techniques de l'Etat, société civile) s'impliquent dans l'appui et l'accompagnement des partenaires et de la coordination au profit des groupes cibles. Ainsi, 5 comités locaux de suivi de la sécurité alimentaire ont été mis en place et sont fonctionnels. Il s'agit de 2 anciens comités de Fallou et de Niamana mis en place par le PLIAM et de 3 nouveaux dans les communes de Kolokani, Massantola et Benkadi. Aujourd'hui, les deux anciens comités locaux de sécurité alimentaires montrent des dynamiques dans plusieurs domaines et les 03 nouveaux emboitent le pas.

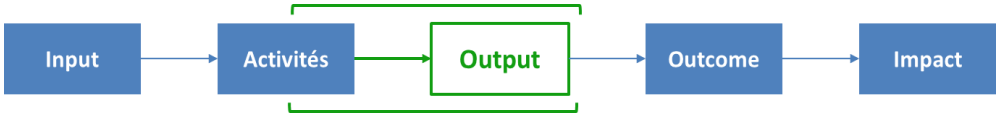
On note une forte implication des communes au sein des comités locaux de suivi de la sécurité alimentaire ; ce qui augure une bonne durabilité de cette structure.

Il faut aussi noter que les collectivités territoriales, à travers leurs cadres de concertations CCOCSAD et CLOCSAD valident les différents investissements identifiés par l'intervention mais aussi s'informent de l'état d'avancement, des difficultés et apportent des appuis conseils nécessaires.

Lors des ateliers d'auto-évaluation tenus en juin 2020, Dramé TRAORE, Maire de la commune de Massantola a, dans son témoignage, relevé les changements apportés par la mise en œuvre du LCIANK en ces termes : « *Nous avons pris connaissance de l'encrage institutionnel ; les CT sont capables d'élaborer les PDSEC en intégrant des actions de SAN*

et les CT assurent la maitrise d'ouvrage communale ; Le projet nous appartient et surtout les investissements ; Les maires et les services techniques sommes constamment impliqués dans le processus de mise en œuvre du LCIANK **».** Quant au Maire de la commune de Nara**,** *il a souligné que : « avant les formations sur la maîtrise d'ouvrage communale assurée par LCIANK, avant les OP ne savaient pas que les communes étaient maîtres d'ouvrage et qu'elles payer la redevance à la mairie* **».**

3.4 Performance de l'output 2[8]



3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Des investissements structurants sont réalisés par les collectivités territoriales pour améliorer la résilience des populations et favoriser la création d'emplois.					
Indicateurs	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**
Nombre d'infrastructures d'eau fonctionnelles à la fin du projet et réalisées sous maitrise d'ouvrage communale	0	0	0	25	25
Nombre de blocs de latrines scolaires fonctionnelles à la fin du projet et réalisées sous maitrise d'ouvrage communale	ND	0	0	30	30
Superficies aménagées en ha (H/F) mises en valeur pour le maraîchage :	ND	10ha	10ha	60	60
Nombre de km de pistes de commercialisation réalisés	ND	ND	ND	ND	ND

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités [9]	**État d'avancement :**

[8] *Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).*
En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

[9] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

	A	B	C	D
1 : Conduire les études de faisabilité après choix des investissements par les partenaires	X			
2 : Autres études.	X			
3 : Réaliser les investissements structurants liés à l'offre de services publics en lien avec R3			X	
4 : Réaliser les investissements structurants productifs en lien avec R4			X	

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Dans la mise en œuvre du projet LCIANK, l'année 2020 a connu la réalisation de toutes les études de faisabilité (les investissements d'eau potable, d'assainissement, l'aménagement des périmètres maraichers et les études prospectives pour le traitement des points critiques par des ouvrages de franchissement).

Suite aux résultats des différentes études et la tenue des rencontres de restitution, les CSC ont été élaborés et l'analyse et l'évaluation des offres pour la réalisation des latrines et des ouvrages hydrauliques sont bouclées.

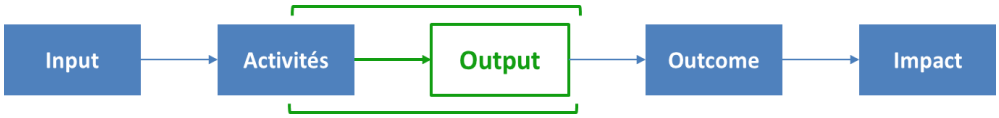
Les réunions de cadrage pour la réalisation des latrines avec les entreprises attributaires des travaux ont eu lieu, les visites de sites effectuées pour le début des travaux.

La finalisation des CSC pour l'aménagement des 10 périmètres maraichers et les ouvrages de franchissement est en cours et les marchés seront lancées au premier trimestre 2021.

Pour tous les Investissements à mettre en place sur LCIANK les sites sont choisis de façon consensuelle suite à la conduite des actions d'intermédiation sociale conduites par les partenaires et avec l'appui de l'unité de coordination de LCIANK.

Dans les 15 écoles devant bénéficier des latrines, le partenaire de mise en œuvre Join For water/CSPEEDA a mis en place des comités de gestion scolaire (CGS) et l'association des mères d'élèves (AME) pour l'entretien des latrines scolaires afin d'assurer leur pérennisation.

3.5 Performance de l'output 3[10]



3.5.1 Progrès des indicateurs

[10] *Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).*
En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

Output 3 : L'utilisation des aliments et l'accès aux services sociocommunautaires sont améliorés durablement					
Indicateurs	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**
% de MAS et MAM détectés, référencés par le réseau communautaire et pris en charge dans les CSCOM et sites SEC	ND	75%	80%	80%	80%
% d'enfants de 6 à 8 mois ayant bénéficié d'une introduction d'aliments liquides, semi-solides ou mous	69,5%	63%	81%	79%	79%
Nombre de mutuelles de santé communales créées et fonctionnelles	3	5	5	5	5
Nombre total de personnes couvertes (h/f) par les mutuelles de santé	2 857 dont 43% de femmes	49604 dont 51% de femmes	16842 dont 52%	11857 dont 51% de femmes	11857 dont 50% de femmes
Pourcentage des femmes responsables au sein des organes de gestion des mutuelles	26%	37%	37%	30%	30%
Proportion des populations ayant un accès à un point d'eau potable de manière durable	63,33%	80%	258.99%	65,98%	65,98%
Nombre de personnes ayant un accès à un service d'assainissement (pour les latrines familiales on a calculé avec 16 pers/latrine (moyenne de pers/concession) et pour les latrines scolaires avec 150 pers/bloc de 3 latrines)	ND	5	8608	10 260	11 700
Nombre de communes qui appliquent la maitrise d'ouvrage pour la gestion des ouvrages d'eau et assainissement (ex. de sous-ind : prise en compte d'un budget MOC dans les PDESC, signature de contrats, suivi-contrôle des ouvrages, reddition des comptes)	ND	0	5	5	5

Nombre de structures (CGPE, AUEP) qui gère de manière efficace, efficiente et durable les points d'eau potable (ex. de sous-ind : signature de contrats avec la Commune, utilisation correcte des outils de gestion, durée moyenne avant qu'un PEM soit réparé, ouverture de compte ;...)	ND	0	8	12	15
Nombre de "écoles propres" ayant maintenu durablement ce statut	ND	0	12	15	15

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [11]	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
Les capacités de prévention et de prise en charge de la malnutrition sont améliorées	X			
Mettre en place des mécanismes de protection sociale (Mutuelles de santé) afin d'améliorer l'accès aux soins de santé	X			
L'accès à l'eau potable (et productive) et aux structures d'assainissement est amélioré pour tous de manière durable	X			

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Les capacités de prévention et de prise en charge de la malnutrition sont améliorées

La Croix Rouge de Belgique en collaboration avec ses partenaires locaux a élaboré un plan intégré de communication (PIC) sur la thématique de la malnutrition, la prévention et la prise en charge des malnutris et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles. Ce plan a été mis en œuvre à travers l'élaboration et l'exécution de spots radio (radio Bélédugu de Kolokani) portant sur les thèmes comme : le recours aux soins, mise au sein précoce, liens entre l'alimentation et la malnutrition, le traitement de l'eau etc. En vue de jouer pleinement leurs rôles, les volontaires de la CR des villages de concentration de l'intervention ont suivi une session de recyclage sur le dépistage/référencement et AEN. Des ateliers de formation ont été animés pour la mobilisation /plaidoyer sur la prise en charge intégrée de la malnutrition et les systèmes d'alerte précoce (SCAP-RU).

[11] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Dans le cadre de la promotion des recettes à base des produits locaux, plus de 24 séances de démonstration, sensibilisation ont été animées au cours desquelles ont participé 150 hommes, 881 femmes et 689 enfants.
1435 enfants de 6-59 mois ont été dépistés avec 60 cas de MAM (4%) et 35 MAS (2,4%). Ainsi, les deux indicateurs sous le leadership de la CRB-CRM mesurent d'une part la proportion parmi la population des cas de MAS et de MAM détectés et référés par le réseau communautaire et, d'autre part, la proportion des enfants ayant bénéficié d'une alimentation complémentaire. Pour ces deux indicateurs, les objectifs de 80% et 79% de 2020 ont été atteints.

Les grands-mères ont été impliquées dans ces actions à travers le soutien et la mobilisation des membres de leurs familles dans le cadre d'une démarche participative et inclusive dans la mise en œuvre des activités communautaires du projet.

Makono DIARRA, producteur du village de Sirablé, commune de Fallou témoigne en ces termes : « *Il y a moins d'enfants malnutris grâce aux compétences acquises en matière de nutrition ; la santé de ma famille s'est améliorée ; ma famille accède au lait grâce aux chèvres acquises et qui ont mis bas ; étant affilié à une mutuelle j'ai moins de soucis par rapport aux coûts des soins. Nous avons des latrines dans toutes les concessions du village et il n'y a plus des eaux de toilettes dans les ruelles grâce à la construction des puisards. La cohésion sociale du village est renforcée grâce à des réunions périodiques des groupements solidaires et les groupes de soutien aux activités nutritionnelles* ».

Mettre en place des mécanismes de protection sociale (Mutuelles de santé) afin d'améliorer l'accès aux soins de santé

Grâce à la persévérance de WSM/UTM, les mutuelles de Kolokani et Massantola ont été créées et sont fonctionnelles. Tout comme les précédentes à Nara (3), les deux mutuelles disposent d'organes de gestion et de contrôle.

Le recrutement et la prise en charge des animateurs gestionnaires couplé à la dotation des mutuelles de santé en matériels informatiques a nettement amélioré le nombre d'adhérents et les cotisations recouvrées. Les animateurs gestionnaires des mutuelles de santé ont effectué plus de 685 sorties pour les sensibilisations.

Du mois de janvier à Août 2020, le nombre total des membres des cinq mutuelles de santé est 16.842 membres dont 8.472 femmes. Pour la même période, le nombre total de nouveaux adhérents est de 6.082 membres dont 4.942 femmes. Les cotisations des membres à jour s'élèvent à 26 495 340 FCFA. La contribution de l'état aux mutuelles est égale au même montant des cotisations. Dans le cadre de la synergie d'action, VSF/ICD a affilié les membres de ses groupes solidaires dont le montant total est de 4 749 342 FCFA pour 1700 membres soit 17.92%. Le nombre total de personnes prises en charge est de 4985.
Il faut rappeler que la mutuelle de Massantola a ouvert un secteur couvrant la commune rurale de Benkadi. Il est important de noter que les mutuelles de Nara et Niamana ont retiré des listes de leurs membres 1711 personnes dont 919 femmes qui étaient en retard dans le paiement de leurs cotisations de plus d'une année (Nara : 1418 dont 666 femmes ; Niamana : 293 dont 253 femmes).
L'affiliation de trois à quatre membres de chaque ménage vulnérable aux mutuelles de santé a réduit considérablement les frais de soins des ménages.

Le pourcentage de femmes responsables dans les organes de gestion de mutuelles est stable (37%).

L'analyse des indicateurs des mutuelles de santé a démontré que sans la contribution de l'Etat, aucune mutuelle ne pourra couvrir toutes ses charges car les cotisations des tous les membres n'ont pu être recouvrées.

Bourama DIARRA, producteur du village de de M'Pesseribougou, commune de Massantola témoigne : « *l'adhésion aux mutuelles a facilité l'accès aux soins de santé par la diminution des frais de prise en charge ; ainsi le reste de l'argent est investi dans la nourriture* ».

L'accès à l'eau potable (et productive) et aux structures d'assainissement est amélioré pour tous de manière durable.

En ce qui concerne l'accès à l'eau potable (et productive) et aux structures d'assainissement est amélioré pour tous de manière durable, les activités menées au cours de la période sous revue ont conduit aux livrables suivants :

La tenue de la réunion de cadrage en ligne sur les investissements structurants avec les bureaux d'études, Enabel et PRACTICA, le 21 avril 2020 ;
Réparation de 127 PMH depuis la formation des artisans réparateurs (AR). Les artisans réparateurs utilisent les outils placés au niveau des mairies pour la réparation des PMH. Des conventions lient les AR aux mairies pour l'exploitation des outils. Les AR locaux ont été impliqués dans le processus du diagnostic des PMH avec les bureaux d'étude.
A cet effet, Dramé TRAORE, maire de la commune de Massantola relève le changement significatif suivant : « des conventions existent entre les communes et les AR pour la réparation des pompes ».

JFW et son partenaire ont mis en place et formé des Associations d'AUEP dans les villages. Les comptes des AUEP déjà existantes ont été réédités.
La consommation d'eau potable dans les villages a réduit considérablement les maladies liées à l'eau (diarrhée, vomissements).
De nos jours dans tous les villages de concentrations et rayonnements, l'ONG Protos/CSPEEDA a mis en place les Associations des Usagers d'Eau Potable (AUEP), certaines sont déjà formelles et d'autres en cour de formalisation, cette même ONG a organisé des redditions de compte dans tous les villages ayant des points d'eau fonctionnels, des plans d'action ont été élaborés en collaboration avec les bénéficiaires. Elle a doté les mairies des communes d'intervention chacune en une caisse à outil pour AR, ensuite la Contractualisation entre la mairie et les Artisans Réparateurs, AR et AUEP sur la base des conventions, élaboration et les signatures sont en cour,

Le transport de l'eau dans les zones d'intervention du projet est fait avec des bidons ou des sceaux bien fermés.

Également des cadres de concertations pour la gestion intégré des ressources en eau (GIRE) ont été organisés et dans toutes les communes des bureaux provisoires sont mis en place pour la circonstance.

Il faut noter également que dans le cadre de la prévention et de la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources en eau, des ateliers de formation portant sur la gestion intégrée

des ressources en eau (GIRE), regroupant tous les acteurs ont été réalisés dans toute la zone d'intervention ont été réalisés.

Les maçons formés par JFW et son partenaire CSPEEDA ont construit des dalles dans les latrines, des puisards au bénéfice des populations (288 Latrines Réalisées (LR) : 427, Puisards Réalisés (PR) : 334). L'utilisation et l'entretien des latrines dans les villages a diminué la défécation à l'air libre entrainant la certification de certains villages en ATPC (92 femmes ont réalisé des latrines ATPC).
De la période de Janvier à Septembre 2020, les animateurs ont effectué 34 séances d'IEC dans les CSCOM au cours desquelles 654 personnes touchées dont 154 hommes et 400 femmes.
Il faut noter que toutes les actions de JFW et CSPEEDA sont réalisées en collaboration avec les services techniques, les collectivités territoriales, la société civile, l'Administration et les bénéficiaires.
Dans le cadre de la lutte contre la maladie de la COVID-19, JFW et son partenaire CSPEEDA ont entrepris des actions de sensibilisation, de dons en équipements de lavage des mains dans les villages, les CSCOM et les écoles (distribution de 26 Dispositifs de Lavage de Mains (DLM), 74 cartons de savon, 370 posters, 18 banderoles).
Au total onze (11) séances ont été réalisées dans les écoles pour une participation de 842 élèves (404 filles et 438 garçons) dans 14 écoles.
JFW et son partenaire CSPEEDA ont célébré la journée de lavage des mains et celle des toilettes.
En matière d'hygiène et assainissement au niveau des villages, on note que les latrines sont construites en ciment fermées avec des dalles et dans chacune des latrines il y'a un morceau de savon ou de la cendre pour le lavage des mains avant et après les sorties.

En somme, s'agissant des indicateurs en lien avec l'eau potable, hygiène et assainissement sous la responsabilité de PROTOS-CSPEEDA, ils mesurent : la proportion de la population qui satisfait ses besoins en eau potable suivant les normes de la politique nationale de l'eau et les populations dans la zone du projet qui ont bénéficié et qui utilisent des infrastructures d'assainissement.

Le nombre de personnes ayant accès à l'eau potable et l'assainissement est respectivement de 102% contre 80% en 2019 et 3072 personnes contre 5380 personnes en 2020.

Balla KEITA, producteur du village de Gouguedé, commune de Niamana donne le témoignage suivant : « *il y a une prise de conscience des mesures d'assainissement pour l'hygiène et la santé de la famille ; la défécation à l'air libre a diminué dans mon village limitant ainsi les pollutions et nuisances ; une meilleure cohésion sociale au sein du village grâce au dialogue participatif et inclusif promu par LCIANK au niveau villageois. Nous arrivons à déceler les cas d'enfants malnutris et savons ce qu'il faut faire pour leur prise en charge* ».

3.5.4 Progrès des indicateurs

Output 4 : La résilience et l'intégration aux dynamiques de marchés sont améliorées pour les petits producteurs et groupes vulnérables					
Indicateurs	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**
% d'OPA disposant d'un bon système de gouvernance et d'un mécanisme de redevabilité vis-à-vis de leurs membres	**ND**	**94%**	**100%**	**80%**	**80%**
% des femmes présentes dans les comités de gestion des OPA : OPC mixte : OPM (OP féminine) :	 **ND** **ND**	 **7%** **90%**	 **40%** **95%**	 **15%** **90%**	 **15%** **90%**
Superficie de terres restaurées par village (ha)	**NA**	**0,43ha**	**11.22**	**1,5**	**2**
Productivité numérique des caprins des ménages dotés	**0,5**	**0,14**	**0,18**	**0,81**	**0,81**
Taux de ménage cibles (H/F) ayant un troupeau minimum de reproduction (capital animal minimum physique pour qu'un ménage puisse vivre).	**30%**	**64%**	**64%**	**70%**	**70%**
Taux des ménages vulnérables appuyés organisés en groupes solidaires	**0%**	**100%**	**100%**	**70%**	**70%**
Nombre de communes où les réseaux de BC assurent la disponibilité céréalière en toute saison	**NA**	**0**	**5**	**5**	**5**
Nombre de réseaux de BC disposant d'un bon système de gouvernance et d'un mécanisme de rédévabilité vis-à-vis de ses membres	**2**	**3**	**5**	**5**	**5**
Pourcentage des femmes membres des comités de gestion des BC	**NA**	**17%**	**27%**	**30%**	**30%**

Les indicateurs ci-hauts listés concernent l'organisation autour des OPA, leur gouvernance et la restauration des terres selon des techniques d'agroécologie.

3.5.5 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [12]	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
Les capacités de production et de commercialisation (productions végétales) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement		X		
Les capacités de production et de commercialisation (productions animales) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement		X		
Les banques de céréales sont renforcées et permettent un accès équilibré des groupes vulnérables		X		

3.5.6 Analyse des progrès réalisés

Les capacités de production et de commercialisation (productions végétales) des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement est un résultat sous la gouvernance de SOSFAIM_CAEB.

Les 05 réseaux et les 77 OPA identifiés et formalisés ont été formés sur les thématiques liées à la gouvernance, au leadership, à la gestion administrative et financière, à l'élaboration des plans d'affaires, aux techniques culturales, maraichères et à la lutte contre les déprédateurs.

Dans le cadre de la promotion de l'agroécologie et des techniques de restauration des sols, les volontaires ont été équipés et accompagnés dans la production du compost. Ainsi, 399 agro-volontaires identifiés, ont produit 1319,85 tonnes de fumure organique, 4852 mètres linéaires de cordons pierreux et de haies vives, 1881,55 ha restaurées par les pratiques agroécologiques (RNA, Zaï, Fascines). Ces actions ont permis d'améliorer les productions agricoles et maraichères au bénéfice des populations.

SOS FAIM et son partenaire CAEB ont mis en relation les Réseaux de banques de céréales avec les institutions de microfinance (Kondo JIGIMA et CAECE_JIGISEME) pour leur approvisionnement en céréales. Les cinq réseaux de BC ont été approvisionnés à hauteur de 24 558 800 FCFA pour 174,618 tonnes de céréales.

La construction de 11 cases de conservation des produits maraichers et 19 banques de céréales réalisées permettra aux OPA de valoriser les produits maraichers et d'offrir aux populations, à un prix acceptable, les céréales pendant les périodes de soudure.

La consommation des produits maraichers dans l'alimentation des ménages diminue les taux de malnutrition dans les villages.

---

[12] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Dans le cadre de la lutte biologique contre les déprédateurs, l'unité de biopesticides de Wolokoro a été équipé en presse et des boutiques ont été ouvertes au niveau de certains villages.

Pour ce qui concerne la lutte contre la déforestation, la promotion des foyers améliorés a été soutenue par la formation d'au moins deux femmes formatrices par village. Ces formatrices procèdent à la formation de leurs paires au niveau village sur la fabrication des foyers. L'utilisation des foyers améliorés a l'avantage de réduire de près de deux tiers la consommation de la quantité de bois de chauffe par cuisson. Il protège la ménagère, son enfant et les ustensiles contre les brûlures.

Kègné DIARRA, femme de ménage du village de Sirablèncoro en commune de Kolokani note les changements suivants :

- *« Amélioration des compétences en maraichage qui a permis d'augmenter la production ; avec le revenu j'ai pu acheter deux (02) chèvres et cinq (05) poules cette année. Ces revenus m'ont permis de payer les frais de scolarité des enfants.*
- *D'autres femmes ont acheté des béliers pour faire l'embouche ovine. Les périodes de soudure sont moins pénibles grâce aux stocks de céréales constitués dans les concessions. Avant les femmes ne s'intéressaient pas au maraichage, actuellement elles s'y investissent grâce au renforcement des capacités. La cohésion sociale entre les femmes est renforcée (gestion collective du périmètre à travers la coopérative).*
- *La consommation de la pomme de terre et de la salade de notre périmètre maraicher a permis de réduire la malnutrition. L'utilisation des foyers améliorés a permis de réduire la consommation du bois (avant une charrette de bois couvrait 15jrs et aujourd'hui la même quantité de bois couvre mes besoins de 5 mois ».*

Pour l'amélioration des capacités de production et de commercialisation (productions animales) des petits producteurs et groupes vulnérables, VSF_B et son partenaire national ICD ont poursuivi les activités d'appui et d'accompagnement des ménagées identifiés et confirmés par l'enquête HEA.
La proportion de ménages ayant maintenant un noyau reproducteur minimum supérieur ou égal au noyau reçu (05 têtes) est passée de 60,2 en 2019 à 66,4% en 2020.

L'affiliation des ménages vulnérables a été enclenchée en synergie avec WSM/UTM aboutissant à l'inscription de l'ensemble des 500 ménages vulnérables comprenant 1700 personnes dont 905 hommes et 795 femmes aux mutuelles de santé de Fallou (MUSCOFAL) de Niamana (MUSCONIA) de Massantola, pour les vulnérables de Benkadi et Massantola (Mutuelle CIWARA) et la mutuelle du Kénédougou (BELMUT) commune de Kolokani.

Les 24 groupes solidaires ont été formalisés et formés aux techniques d'embouche bénéficiant de fonds AGR d'embouche. Au total 653 têtes de béliers ont été embouchés dont 555 ont été réellement vendus pour environs 30 millions de FCFA. Ces fonds ont été déposés au niveau de la caisses CAECE-JIGISEME au compte du groupe solidaire pour passer la période hivernale, période d'occupation champêtre des populations. Il faut rappeler que VSF/ICD a présenté le bilan de l'opération embouche dans toutes les communes. Ils ont aussi animé la rencontre de concertation sur la santé animale dans le cercle de Kolokani.

Dans le cadre de la synergie, WSM/UTM a remis à VSF/ICD de plus de 1550 plants de moringa à distribuer aux 500 ménages vulnérables pour plantation. Le moringa étant réputé

pour ses qualités nutritionnelles entrera dans l'alimentation des ménages pour lutter contre la malnutrition en plus du lait et des œufs.

En synergie avec la Croix Rouge de Belgique et la Croix Rouge Malienne, VSF/ICD a procédé à la démonstration des recettes comme le bonbon au lait et la sauce de moringa pour lutter contre la malnutrition. Il faut noter que les fumures issues des étables des noyaux de caprins sont utilisées dans les périmètres maraichers pour l'amélioration des productions.

Lazare COULIBALY, producteur du village de Gouakoulou, commune de Kolokani note les changements en ces termes : « *Je reste au village, je ne pars plus à l'exode grâce au noyau d'élevage reçu de la part du projet. Dans notre famille, il n'y avait pas d'animaux, avec ce noyau on est devenu des éleveurs. Avec le kit d'AGR de commerce donné à ma femme, elle se débrouille bien. Le projet nous a appuyé à la construction des chèvreries pour éviter le vol d'animaux et nous notre contribution est physique. Aujourd'hui j'ai de l'aliment bétail. Le groupe mixte (H/F) a créé un bénéfice. Aujourd'hui j'ai maitrisé les techniques d'embouche grâce aux formations reçues.*

Sur le plan nutritionnel, la traite des chèvres permet aux enfants de boire du lait. Le noyau de chèvres a permis mon insertion sociale et prise de parole en public en tant que jeune. On avait un enfant orphelin qu'on traite à base de plante mais grâce à la mutuelle, il y a une diminution des coûts des soins grâce à son inscription à la mutuelle. Grâce à la mutuelle, notre santé est améliorée parce qu'on va régulièrement au CSCom alors qu'avant où on faisait le traitement traditionnel ».

Quant à CAECE-JIGISEME, suite aux résultats des études socioéconomiques, il a développé des produits adaptés aux besoins du groupe cible, ainsi :

- Les agents de CAECE-JIGISEME ont animé des séances d'IEC dans les villages sur les produits, la constitution des dossiers, les procédures et les conditions d'octroi de leurs produits aux groupements.
- CAECE-JIGISEME a financé des groupes cibles du LCIANK (Banques de céréales, Organisations de base en AGR liés au maraichage, embouche ovine) à hauteur de 12 Millions en AGR.
- Formation de l'équipe technique d'intervention de la CAECE sur le montage de dossiers de crédit type de chaque produit.
- Epargne au niveau de CAECE-JIGISEME au niveau des agences de Kolokani, Banamba et Mourdiah d'un montant d'environ 30 Millions e DAT.
- Les besoins concrets identifiés concernent l'appui au financement des banques de céréales, des AGR, des groupes mutualistes, l'appui et l'accompagnement des associations d'usagers d'eau potable.
- *En matière de renforcement de capacités,* tous les agents de crédit des cercles concernés ont été formés au courant de la période à l'identification des besoins des sociétaires ruraux (individuels ou groupement).

4 Suivi budgétaire

EXECUTION BUDGETAIRE

Code budgétaire	Description	Budget Révisé au 28/02/2020	Dépenses		Solde au 31/12/2020	Taux de déboursement au 31/12/2020
			Années précédentes	2020		
A	Activités	5 387 330	2 262 971	848 452	2 275 907	58%
R01	Les capacités des acteurs pour l'analyse, la planification et la coordination des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont renforcées au niveau régional et local	345 000	83 720	94 521	166 759	52%
R02	Des investissements structurants liés à la réduction de l'insécurité alimentaire sont réalisés par les Collectivités Territoriales	1 277 330	90 974	90 330	1 096 026	14%
R03	L'utilisation des aliments et l'accès aux services de base sont améliorés durablement	1 545 000	814 712	322 522	407 765	74%
R04	La résilience et l'intégration aux dynamiques de marchés sont améliorées pour les petits producteurs et groupes vulnérables sont améliorés	2 220 000	1 273 566	341 079	605 356	73%
X	Réserve budgétaire	18 370	-	-	18 370	0%
Z	Ressources Générales	1 094 300	440 022	235 605	418 673	62%
	Total	6 500 000	2 702 993	1 084 057	2 712 950	58%

En 2020, le taux d'exécution budgétaire était de 64% par rapport à la programmation financière.
L'écart enregistré par rapport aux prévisions est essentiellement dû à la sous consommation des budgets liés
aux subsides, le retard dans la réalisation des études de faisabilités et à cause de l'impact du Covid-19
suite aux restrictions administratives liées aux mesures de distanciation physiques.
Il faut noter aussi le report dans la conduite des ateliers suite à la non disponibilité des services techniques suite aux grèves.
Le taux de dépenses globale est de 58% au 31/12/20. Mais au regard des engagements pris en 2020, le niveau de dépense sera considérablement augmenté en 2021.

5 Risques et problèmes

Le risque sécuritaire n'est pas nouveau mais toutefois on note que la situation sécuritaire au niveau de certains cercles d'intervention (Nara et Banamba) n'est pas stable et joue sur l'efficacité de mise en œuvre de l'intervention dans ces localités.

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d' identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
La dégradation de la situation sécuritaire au niveau des cercles d'intervention peut impacter l'efficacité de mise en œuvre de l'intervention.	déc-16	OPS	Medium	High	High Risk	Mise en place des règles sécuritaires	IM	Permanent	Une formation sur la sécurité a été conduite par les referents sécurity des partenaires de mis ene œuvre notammenet SOSFAIM et VSF_B à l'intention des toutes les équipes operationnelles du LCIANK et les équipes de Enabel basées à Kolokani ainsi que les parteniares de mis ene oeuvre de AREPK	Terminé
									Mise en œuvre des consignes sécuritaires issues de la formation	En cours
						Fléxibilité dans le choix des villages d'intervention avec une priorisation des localités à risques plus faibles	IM	31-10-18	Les résultats de l'étude sur la malnutrition (juin 2018) et l'étude spécifique sur l'état de lieux des organisations de producteurs céréaliers , de périmètres maraichers et de banques de céréales (mai 2018) ont guidé le choix des villages de concentration par la coordination du LCIANK et les ONG de mise en oeuvre.Ces villages ont été validés par les acteurs locaux au cours d'une mission conjointe.Il a été tenu en compte notamment les critères de vulnerabilité, d'acessibilité et de risques sécuritaires.	Terminé

						Répartition équilibrée des actions entre zones à risques et zones plus sécurisées	IM	juil-17	Choix des communes d'intervention a été réalisé en tenant compte des zones à risques (2 communes dans le cercle de Nara) et des zones plus sécurisées (2 communes dans le cercle de Kolokani et une commune dans le cercle de Banamba)	Terminé
						Assurer une gestion de l'intervention à distance en renforçant les relations de partenariat du Programme avec les organisations de la société civile et les institutions locales pour la réalisation des actions de proximité avec les populations	IM	Permanent	Invitation des acteurs de la société civile et des institutions locales aux ateliers de planification conjointe (LCIANK et ONG de mise en oeuvre)	En cours
Les communes cibles peuvent ne pas bénéficier d'un accompagnement de proximité attendu des services techniques dépourvus en effectifs et de capacité d'intervention insuffisants	déc-16	OPS	Low	Medium	Low Risk	Partenariats entre les ONG belges et les ONG locales dans le cadre des conventions de subsides	IM	juin-18	les ONG belges ont signé les accords de partenariat avec des ONG locales opérationnelles dans la zone	Terminé
						Soutien au fonctionnement des Services Techniques au niveau local	ATN-RN	déc-19	Appui de l'ADR pour l'intégration de la SAN dans les PDESC des 5 communes d'intervention. La SAP est en cours d'appuyer la mise en place et la formation des membres des SCAP-RU. Les services techniques sont associés aux rencontres périodiques de planification avec l'Unité de coordination et les ONG de mise en oeuvre en fonction de leurs missions.	En cours

						Implication des Services Techniques dans les processus de programmation des activités de l'intervention (planification conjointe)	ATN-RN	Permanent	Planification opérationnelle des activités de terrain (R1 et R2, R3 et R4) conjointement avec les services techniques, la societé civile et les CT. Cette activité se fait chaque trimestre de l'année.	En cours
						Identifier les agents de changement au sein des structures et prévoir des mesures incitatives qui ne sont pas forcément financières	ATN-RN	déc-19	Sensibilisation et identification des leaders volontaires porteurs de changemenrt au niveau des services techniques et des communautés. Actuellement, SOS FAIM-CAEB et puis WSM-UTM qui ont identifié les agro-volontaires et les administrateurs de mutuelles. Les artisans réparateurs pour l'entretien et la maintenance des investissements hydrauliques sont identifiés et formés par PROTOS Les volontaires et délégués de la Croix rouge sont identifiés et formés au niveau des villages pour assurer la sensibilisation en tant que porteur de changement par CRB.	En cours

Absence de portage technique et politique des actions menées par l'intervention (faute de coordination, d'engagement et de suivi par les partenaires et acteurs clés) peut affecter l'appropriation et la durabilité des investissements	déc-16	OPS	Low	Medium	Low Risk	Renforcement des CROCSAD, CLOCSAD et CCOCSAD dans leurs rôles de planification conjointe en appui à la mise en œuvre des PDESC	ATN-RN	déc-19	Elaboration des modules de sessions de formation des CLOCSAD et CCOCSAD sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Enabel) et sur la maitrise d'ouvrage communal en lien avec l'eau, hygiène et assainissement (Protos). L' ADR a entamé le processus de sensibilisation des Collectivités pour une intégration future des actions de sécurité alimentaire dabs les PDESC.	En cours
Le niveau de réalisation des investissements peut être faible à cause des lenteurs et lourdeurs administratives liées aux processus et aux procédures de passation des marchés publics	déc-16	OPS	Low	High	Medium Risk	Réaliser la passation des marchés publics au niveau régional de Koulikoro	ATN-MP	déc-20	Le changement du mode de cogestion du processus de passation de marché	Terminé
						Concentration des investissements sur les trois premières années	ATN-MP	déc-20	Tous les investissements en termes des marchés publics ont été inventoriés afin de les concentrer aux trois premières années.	Terminé
Mauvaise qualité technique des infrastructures réalisées par le programme à cause de la mauvaise qualité des prestations des entreprises et bureaux d'études adjudicataires des marchés de travaux et de services	déc-16	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Recrutement d'une expertise en génie rural en charge de vérifier la qualité des études techniques, de contribuer à l'élaboration des DAO et de participer aux réunions de chantiers.	IM-RAFI	déc-18	ATN Génie Rural a été recruté et installé en avril 2018. ATN MP est en cours de recrutement. Le test est déjà réalisé.	Terminé

						Implication des services techniques et des bénéficiaires dans la réception des travaux réalisés	ATN-RN	déc-20	Recrutement d'une ATN intermédiation sociale pour une bonne implication des bénéficiaires dans le processus d'identification, de réalisation et de gestion des infrastructures. ATN est opérationnelle depuis 02/10/2017.	En cours
Un mauvais accès aux sources d'informations pertinentes peut baisser le ciblage approprié des villages et ménages vulnérables. En conséquence, le programme peut s'adresser à des ménages qui ne sont pas en situation d'insécurité alimentaire aiguë	déc-16	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Mettre en place un processus participatif large pour définir les critères de ciblage et impliquer les acteurs dans le choix	ATN-RN	déc-19	Un atelier de planification conjointe a été tenu, le 10 juillet 2018 en vue de la définition des critères de choix de ménages vulnérables avec les ONG partenaires sur base du croisement des études des situations de référence dans les domaines spécifiques couverts par les ONG de mise en œuvre. Pour le choix des villages de concentration toutes les ONGs de mise en œuvre avec l'unité de coordination ont effectué l'exercice sur la triangulation en vue du choix de ces villages de concentration. Pour les ménages au niveau de ces villages il sera sollicité aussi une implication des acteurs locaux.	Terminé
						Exploiter les données issues de l'enquête annuelle du SAP qui déterminent les communes en insécurité alimentaire	ATN-RN	Permanent	Nouaison de liens de partenariat avec le SAP pour l'obtention des rapports des enquêtes biannuelles et rencontre avec le SAP au niveau régional	Terminé

						Identification participative des ménages bénéficiaires sur la base des critères de choix préalablement définis par la commune	ATN-RN	déc-19	(1) Validation des critères de choix des ménages vulnérables par les communes et (2) implication des acteurs locaux dans le choix et validation des ménages vulnérables	Terminé
Une faible inclusion et prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans la mise en œuvre de l'intervention à cause des pesanteurs socio-culturelles	déc-16	DEV	Low	Medium	Low Risk	Développement de stratégies tenant compte du rôle des femmes selon les éthnies considérées.	ATN-RN	déc-19	Depuis octobre 2017, il y a eu des sensibilisations avec les ONG partenaires de mise en œuvre sur la prise en compte des thèmes transversaux et prioritaires et le processus suit son cours avec toutes les ONG de mise en œuvre et aussi avec l'appui de la coordination,	Terminé
						Choix des filières genre sensible	ATN-RN	déc-19	Dans la mise en œuvre, on a privilegié les activités genre-sensible (périmetres maraichers, petits élevages , la prévention, la prise en charge de la malnutrition et la gestion au tour des points d'eau, etc.)	En cours
						Implication des leviers dans le changement: mari leader d'opinion, chefs traditionnels...	ATN-RN	déc-19	Toutes les équipes opérationnelles des ONG partenaires (CRB-CRM et WSM-UTM) sont installées et prennent en charge de cette activité.	Terminé
Absence de volonté de collaboration, de coordination et d'échanges d'informations entre les partenaires au niveau local peut conduire à une duplication d'activités et un développement déséquilibré des territoires	déc-16	DEV	Low	Medium	Low Risk	Stimuler les rôles de coordination et d'harmonisation des CROCSAD et autres structures	ATN-RN	déc-19	Rencontre avec ADR pour une meilleure coordination des CROCSAD et CLOCSAD.Harmonisation des actions avec PROTOS qui intervient aussi en appui aux cadres locaux	En cours

						Digitalisation et suivi des investissements avec cartographie des réalisations (SIG) au niveau de la DRPSIAP	IM	déc-19	Recrutement d'un expert en digitalisation.	Terminé
Pollution de la nappe phréatique et dégradation du sol (maraîchage) liés à l'utilisation des engrais et des pesticides	déc-16	DEV	Low	Medium	Low Risk	Promotion de l'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires, intégration de cet aspect dans le conseil agricole (formations des animateurs endogènes) donné aux producteurs	ATN-CSA	déc-19	Promotion de la production des fumurs organiques et aussi les techniques de restauration des sols. Experimentation des pratiques agro-écologiques dans à travers les champs écoles paysans	En cours
						Mise en oeuvre de recherche-action (association des cultures ...) et promotion de la gestion intégrée des sols pour le maraîchage, de l'utilisation du compost pour la maraîchage	ATN-CSA	déc-19	Promotion des cultures associées et aussi les techniques de restauration des sols.	En cours
						Renforcement des communes pour la gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et reboisement aux alentours des périmètres aménagés	ATN-IS	déc-20	Les équipes de SOS FAIM et de Protos prendront en charge cet aspect.	En cours
						Notice d'évaluation d'impact environnemental et social	ATN-IS	déc-19	Elaboration des termes de référence pour les études de faisabilité des investissements prévus en collaboration avec Protos et SOS FAIM.	Terminé

Risques climatiques tels que sécheresses, inondations ou précipitations décalées par rapport au calendrier agricole avec une augmentation du nombre de ménages en situation d'insécurité alimentaire	déc-16	DEV	Medium	High	High Risk	Renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables pauvres en diversifiant et augmentant leurs sources de revenus et renforçant leurs accès aux services socioéconomiques de base (santé, eau, éducation…)	ATN-CSA	déc-19	Doter les ménages vulnérables d'un paquet technique varié (production agricole, production animale, eau, hygiène, assainissement, prévention et prise en charge de la malnutrition, mutuelle de santé). Le suivi est en cours	En cours
						Encourager l'adoption de technologies mieux appropriées aux conditions agro écologiques et la maîtrise de l'eau pour garantir les productions.	ATN-CSA	déc-19	Les agro-volontaires ont été identifiés, formés et équipés dans les communes d'intervention par SOS FAM-CAEB. Le suivi est en cours	
						Renforcer la restauration des ressources naturelles et leur gestion durable par et pour les populations locales.	ATN-CSA	déc-19	L'équipe de SOS FAIM a déjà entamé la mise en œuvre de cette activité avec les organisations de producteurs ceraliers quant à Protos et son partenaire national ils sont en phase preliminaire pour la mise en œuvre de l'activité.	
						Diffusion des prévisions météo à travers les GSM et mise en relation avec les radios rurales	ATN-NTIC	déc-19	L'équipe de SOS FAIM prendra en charge cet aspect.qui est dans sa planification dans le cadre de la digitalisation	

Risques de maladies pour les animaux/végétaux (épizooties, maladies/déprédateurs des cultures), mais aussi les épidémies comme le choléra et la méningite qui sont recurrentes	déc-16	DEV	Low	Medium	Low Risk	Renforcer la prévention (notamment en matière de santé, de nutrition) et assurer un lien avec les mécanismes de prévention et de gestion des crises afin d'atténuer leur impact	ATN-CSA	déc-19	Les équipes de SOS FAIM-CAEB et CRB-CRM prendront ces questions en charge. Une rencontre a eu lieu entre Enabel et SAP pour l'installation et la formation des SCAP-RU	Terminé
								Permanent	La collecte des données par les SCAP-RU	En cours
						Renforcer la mise en application des mesures d'hygiène et de santé publique	ATN-CSA	Permanent	L'équipe de Protos et son partenaire CSPEEDA prennent cet aspect.en charge,	En cours
						Renforcer les mécanismes de déclaration de foyers de maladies et épizooties	ATN-CSA	Permanent	L'équipe de VSF-ICD prend cet aspect dans ses activités.	En cours
Une mauvaise justification des subsides par les organismes bénéficiaires à cause d'une faible capacité des partenaires à gérer les fonds selon les normes et procédures du Programme	déc-16	JUR	Low	Medium	Low Risk	Apporter un appui/conseil systématique aux ONG pour une meilleure compréhension des normes et procédures de l'intervention et de la qualité des pièces justificatives à produire.	RAFI	déc-19	Tenue d'une session de formation des financiers des ONG partenaires par le RAFI, le 05 avril 2018 et en mai 2019 avec CAECE	Terminé
						Choisir des modalités de mise en œuvre adaptées	RAFI	janv-18	Réalisation d'une mission d'appui technique OPS en décembre 2017 sur l'élaboration des conventions de subsides et choix de modalités de gestion	Terminé

Le phénomène de corruption ambiant peut compromettre la qualité de la transparence et la régularité des procédures de passation des marchés publics	déc-16	JUR	Low	High	Medium Risk	Intensifier la communication sur les avis de marchés publics à travers des canaux supplémentaires: journaux officiels	Expert MP, RAFI, AG	déc-20	Recrutement de l'ATN-MP en cours pour assurer la gestion et le suivi des marchés publics. Démarrage prévu au mois de septembre 2019	Terminé
						Publier les résultats des passations de marchés (transparence)	Expert MP, RAFI, AG	déc-20	Recrutement d'un nouveau ATN-MP pour assurer la gestion et le suivi des marchés publics.	
Dépenses non éligibles		JUR	Low	Medium	Low Risk	Avis de non objection sur les marchés au-delà d'un certain seuil	Expert MP	Permanent	Respecter les seuils selon le manuel de procedures spour l'obtention de l'ANO	En cours
						Clarification préalable des conditions d'éligibilité des dépenses en cas de subsides	RAFI	déc-18	Tenue d'une session de formation des financiers des ONG partenaires par le RAFI, le 05 avril 2018 et 02 Mai 2019 pour CAECE	Terminé
						Amélioration des procédures comptables	RAFI	déc-18	Tenue d'une session de formation des financiers des ONG partenaires par le RAFI, le 05 avril 2018et 02 Mai 2019 pour CAECE	Terminé
Faute de coordination entre les PTF et le Gouvernement malien sur la prise en charge des coûts locaux peut faire arrêter la mise en œuvre des cadres de partenariat avec les services techniques et arrêter la réalisation des ateliers et missions avec les bénéficiaires et autorités administratives et les collectivités territoriales	01-12-19	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Large diffusion au niveau des partenaires régionaux après concertation des parties	RN	Permanent	Suspension momentanée de la procédure	En cours

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Dans le cadre de l'intervention du LCIANK, il faut noter que certaines synergies existent avec les 03 autres interventions du programme bilateral.

Ainsi avec AREPK, des synergies et complementarités sont effectives notamment pour la formation à la maîtrise d'ouvrage locale, Genre et sécurité alimentaire, l'intermédiation sociale et investissements structurants. Ces synergies et complémentraités permettent aussi de réaliser des économies d'échelle. Il est aussi envisagé une formation sur l'élaboration des modules de formation (ingénierie de formation) avec l'intervention officer formation de l'IRC. Des missions de suivi accompagnement sont réalisées en synergie avec l'intervention officer en Suivi-évaluation de CEDI.

A cet effet, il faut souligner que les communes en partage entre les deux interventions dans les cerlces de Nara, Kolokani et Banamba ont bénéficié d'une même formation en maitrise d'ouvrage locale et sont appuyées concomitamment par l'ADR et DRPSIAP dans le processus de prise en compte des thématiques élevage et sécurité alimentaire dans leurs PDESC. Aussi, les investissements structurants que chacune des deux interventions mettra en place profiteront aux groupes cibles de l'autre.

Ce processus de synergie et complémentarité se crée également parfois en dehors de la zone de concentration commune à l'instar de la co-organisation de CLOCSAD à Nara, Kolokani et Banamba pour une mutualisation des ressources.

L'appui pour l'extension de la multiplication de la race zebu maure auprès des éleveurs, de la mise en place des tables filières , le suivi de la réalisation des investissements d'élevage, le suivi des jeunes financés par Enabel_AREPK suite à la convention avec APEJ dans le cercle de Kolokani béneficie de l'accompagnement du LCIANK.

L'intervention de renforcement des capacités (IRC) appuie lCIANK dans le cadre des formations pour amelioration des compétences individuelles de LCIANK, des OSC, de services techniques et des collectivités territoriales. En outre, des bourses d'études ont été octroyées à un cadre du Conseil de cercle de Kolokani pour une spécialisation en management.Par ailleurs l'intervention PEPAK bénéficie de l'appui/accompagnement de LCIANK en matière d'intérmédiation sociale autour des investissements d'eau potable et assainissement.

6.2 Avec les projets pour tiers

Au sein du portefeuille du Mali, il y a une intrevention d'appui à la filière halieutique financée par l'Union Européenne dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Malgré cet objectif général, sa formulation est bien différente de celle du LCIANK car n'étant pas orientée directement sur les groupes vulnérables; elle voudrait contribuer à l'amélioration de la pisciculture et à la structuration de la filière de la pêche en eau douce. C'est de par ses effets telle la disponibilité d'un poisson de qualité que cette intervention contribue à la lutte contre la malnutrition.

6.3 Autres synergies et complémentarités

L'intervention fait suite à un programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel (PLIAM) financé par le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire. Ce programme multi acteurs et multi secteurs a produit des résultats et des leçons qui ont guidé la formulation du LCIANK.

L'intervention s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en lien avec le CREDED et développe des partenariats et des synergies avec d'autres projets à objectifs similaires et qui s'exécutent dans la région de Koulikoro, à savoir Solidarité Plurielle, CARITAS Mali et World Vision.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

Dans le domaine de l'environnement, il est prévu de conduire des études d'impact environnemental avant la réalisation des investissements d'eau potable, eau productive et d'ouvrages de franchissement.

La construction des banques de céréales et des cases de conservation des produits de maraîchage en voute nubienne entre dans l'approche de protection de l'environnement.

Pour la préservation de l'environnement et la lutte contre la dégradation des terres, SOS FAIM/CAEB conduisent des actions qui portent sur l'agroécologie, la vulgarisation des techniques de lutte contre la dégradation des terres (RNA, demi-lune, Zai), la promotion des foyers améliorés.

Afin de lutter contre l'utilisation des engrais chimiques, les agro-volontaires identifiés font la promotion de la fumure organique grâce aux fosses compostières et à un appui technique à une unité de productions de bio pesticides à Wolokoro.

Dans le cadre de la préservation de l'environnement, WSM/UTM a fait la promotion de l'énergie solaire pour l'alimentation de ses bureaux et les mutuelles ont inscrit des actions de lutte contre la déforestation dans leurs plans de développement. Dans ce cadre, WSM/UTM a octroyé VSF/ICD près de 1500 plants de moringa à distribuer aux ménages vulnérables afin de la promotion de cette plante dans la lutte contre la malnutrition

Pour PROTOS/CSPEEDA, la réalisation des puisards pour l'évacuation des eaux usées est une mesure de protection et d'assainissement de l'environnement.

7.2 Genre

Le LCIANK en tant que projet de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition a fondé le choix des bénéficiaires en tenant compte du genre. Les groupes identifiés et soutenus sont les plus vulnérables et cela dans le souci d'assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Programme bilatéral de coopération de Enabel à travers son I.O. Genre a appuyé et veillé sur la prise en compte du genre dans les différentes interventions. Ces appuis et conseils ont porté sur la redéfinition et le renseignement des indicateurs sexo-spécifiques pour chaque composante du LCIANK.

Elle a conduit une formation sur le genre et la sécurité alimentaire à l'intention des partenaires du LCIANK

L'accès aux soins de santé de proximité est facilité par les mutuelles de santé ; pour les personnes en situation difficile, il est fait recours à l'entraide sociale suivant la politique nationale de couverture maladie universelle.

Avec le partenaire WSM/UTM, la politique genre adoptée au niveau national est appliquée lors de la mise en place des organes de gestion des mutuelles pour l'implication des femmes. A cet effet, un quota de 30% de femmes membres des organes de gestion est recommandé.

Dans le cadre de la recheptelisation des ménages, le choix est porté sur les ménages pauvres et très pauvres suivant les résultats de l'enquête HEA pour leur dotation en noyaux de petits ruminants. La prise en charge de la malnutrition met un accent particulier sur les enfants en bas âge et les femmes enceintes.

Les groupements de femmes sont les principaux bénéficiaires des périmètres maraichers dans le cadre de l'amélioration de la qualité des repas et la génération des revenus.

Selon l'étude diagnostique, une ou plusieurs femmes font partie des organes de gestion dans 32% des OPA et 80%des OPM et 20% des banques de céréales. Au niveau des OPC mixtes en particulier, parmi les Organisations de Producteurs diagnostiquées lors de l'état des lieux, 27% des membres des comités de gestion sont des femmes. La situation souhaitée est qu'un quart de celles-ci occupent un poste clé (présidente, vice-présidente, secrétaire, trésorière) dans le comité de gestion.

7.3 Digitalisation

Dans le cadre de la digitalisation, il faut noter SOSFAIM/CAEB utilise un logiciel de collecte et d'analyse des données et l'a mis à la disposition des ADC pour la collecte des données par l'utilisation des smartphones.

VSF-B/ICD a aussi utilisé le logiciel ODK sur smartphones pour la collecte, l'analyse des données afin d'identifier et sélectionner les ménages vulnérables.

Pour un meilleur traitement des données, WSM_UTM a doté ses 05 animateurs gestionnaires d'outils informatiques et renforcer les capacités de ces animateurs à l'utilisation de ces outils.

7.4 Emplois décents

Les exploitations et en particulier les ménages vulnérables utilisent la main-d'œuvre familiale qui, très souvent comprend aussi des enfants. Il s'agit de produire ce qui est nécessaire pour la famille sans coût additionnel en référence à la main-d'œuvre rémunérée.

Dans ces conditions, il n'y a pas une surexploitation de la personne humaine même si parfois la femme travaille pendant plus d'heure par jour que l'homme.

Chez les ménages vulnérables, le travail familial n'est pas rémunérateur au titre de couvrir tous les besoins vitaux, pas à cause de son coût mais à cause du manque de certains des facteurs nécessaires à la production. A cet égard, on peut citer l'insuffisance du capital foncier, du nombre de bras valides, d'intrants tel le fumier, des semences de bonne qualité etc.

8 Leçons apprises

Dans la mise en œuvre du LCIANK, il faut retenir que :

- la mise en place et la formation de 24 SCAP-_RU dans la zone d'intervention a été apprécié par les collectivités territoriales et les autres acteurs.
- L'implication des acteurs au niveau local dans la mise en œuvre du LCIANK est une opportunité pour la pérennisation des acquis du LCIANK surtout les collectivités territoriales qui assurent la maitrise d'ouvrage communale ;
- La tenue régulière des ateliers de planifications conjointes, de manière tournante entre les cinq communes, a permis de mettre tous les acteurs au même niveau de compréhension du LCIANK mais aussi d'apporter des appuis conseils nécessaires pour la mise en œuvre,

- La conduite des études de faisabilité des investissements a permis de lancer les travaux de latrines et ceux des travaux des ouvrages hydrauliques qui le seront après la tenue de la réunion de cadrage du 04 février 2021.
- L'effectivité des synergies et complémentarités des actions entre les différents acteurs de mise en œuvre de l'intervention a permis aux bénéficiaires de comprendre que LCIANK est un seul projet à plusieurs composantes.

8.1 Les succès

- L'opérationnalisation des synergies par les ONG de mise en œuvre,
- La prise en compte des thèmes transversaux dans la mise en œuvre des activités,
- L'intégration des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PDESC. Les communes de Benkadi, Massantola et Kolokani ont amelioré la qualité de leur PDESC devenant ainsi un véritable outil de planification des collectivités.
- Par ailleurs, les SCAP-RU fonctionnels assurent la collecte et la remontée des informations de sécurité alimentaire au niveau de leurs communes respectives ;
- Une amélioration dans la prise en charge des cas de maladies à travers les mutuelles de santé dans le cadre de la protection sociale ;
- Une réduction des cas de malnutrition au niveau des ménages des enfants de 0 à 59 mois par l'adoption de bonnes pratiques nutritionnelles ;
- Le réseautage des banques de céréales et des organisations des producteurs agricoles pour une meilleure production et assurer une disponibilité des productions agricoles au niveau des ménages de façon permanente ;
- La constitution de groupes solidaires fonctionnels pour la conduite d'activités génératrices de revenus notamment l'embouche ovine ;
- L'adoption de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement à travers l'ATPC dans les villages encadrés ;
- Le financement des cibles du LCIANK par CAECE-JIGISEME et la constitution d'épargne au niveau de leurs agences.

8.2 Les défis

Les défis majeurs résident :

- La contractualisation entre les cabinets vétérinaires et les éleveurs (groupes solidaires) pour le suivi sanitaire ;
- la mise en relation entre les IMF notamment CAECE et les groupes vulnérables : recettes /revenus du capital bétail doit être fructifié et sécurisé.
- L'inscription des vulnérables dans le Registre Social Unifié (RSU) ; garantir cette inscription avant la fin du projet (500 vulnérables) ;
- Durabilité, Viabilité des mutuelles de santé ;
- Informatisation et professionnalisation des mutuelles ;
- Opérationnalisation du RAMU ;
- Co-financement des mutuelles par l'Etat (innovation) ;

- Réalisation des ouvrages hydrauliques (réalisation/réhabilitation) ; accélérer le processus et innovation sur le système de prépaiement de l'eau ainsi que le suivi accompagnement des usagers de l'eau pour une question de durabilité au niveau des structures de gestion ;
- Institutionnalisation des BC et approvisionnement en lien avec le CSA pour éviter la compétition ;
- La durabilité de la gestion communautaire des investissements structurants : banques de céréales, cases de conservation, périmètres maraichers, points d'eau etc ;
- La durabilité de l'activité d'embouche par une gestion communautaire transparente des fonds alloués ;
- La durabilité des mutuelles de santé en articulation avec les collectivités décentralisées.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Description de l'enseignement tiré.	*Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (Intervention, portefeuille pays, Représentation, départements de Enabel Bruxelles, pays partenaire, Belgique…).*
La mise en place et la formation de 24 SCAP-_RU au niveau des communautés est fortement appréciée et constitue un outil efficace pour la collecte de l'information à la base pour alimenter les niveaux supérieurs où se situe la prise de décision.	*Enabel, CSA, SAP, ONG, CT*
La planification conjointe favorise une compréhension harmonisée de la stratégie et des activités du LCIANK par tous les acteurs, constitue un facteur qui améliore et suscite des synergies/complémentarités entre tous les acteurs de mise en œuvre (ONG et IMF, services techniques et OSC)	*Enabel, CSA, ONG, CT*
Les communes (03) possèdent des PDESC intégrant la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	*Enabel, CSA, ONG, CT*
Les 05 mutuelles de santé (02 nouvelles et 03 anciennes) assurent à hauteur de souhait la prise en charge des mutualistes auprès des centres conventionnés	*Enabel, District Sanitaire, CT*
Les pratiques agroécologiques à travers les champs écoles et les magasins construits en voûte nubienne ont été innovantes pour le LCIANK à travers SOSFAIM_ CAEB	*Enabel, CT, ONG*

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Aucune modification significative n'a été apportée à l'intervention sous la période sous revue.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par le Comité de pilotage au cours de l'année et assurer le suivi de ces décisions.[13]

Décision				Action			Suivi	
Décision	**Periode d'identification (mmm.aa)**	**Source***	**Acteur**	**Action(s)**	**Resp.**	**Deadline**	**Avancement**	**Status**
Prendre contact avec les communes sur l'état des lieux des Programmes de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) pour une prise en compte des réalisations de l'intervention dans leur planification et stratégie locales	mars-18	SMCL	Porjet	Prendre contact avec les communes sur l'état des lieux des Programmes de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) pour une prise en compte des réalisations de l'intervention dans leur planification et stratégie locales	Coresp National	31-12-19	L'ADR collabore activement à la sensibilisation des communes pour une intégration des actions de sécurité alimentaire dans leur PDESC.	CLOSED
Prendre contact avec le Programme Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) afin d'avoir une estimation correcte de la valeur de base des Systèmes Communaux d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP-RU) existantes et potentielles dans la zone d'intervention	mars-18	SMCL	Projet	Organiser une rencontre avec le PRAPS	Coresp National	31-12-19	Prise de contact avec le PRAPS et SAP pour échanger sur le processus de mise en place des SCAP-RU. Entame du processus de mise en place des SCAP_RU dès juin 2019	CLOSED

[13] *Vous pouvez utiliser le tableau de ce template ou le remplacer par votre propre format (p. ex., celui de votre monitoring opérationnel), pour autant qu'il fournisse les mêmes informations.*

Impliquer fortement les services techniques déconcentrés de l'Etat et les Collectivités Territoriales dans le processus de réalisation, suivi et gestion des activités sur le terrain pour une approbation, internalisation et durabilité des acquis	mars-18		Projet	Organiser des rencontres périodiques avec les STD et les CT	ATN-RN	Permanent	Organisation d'ateliers d'internalisation de la stratégie d'intervention du LCIANK au bénéfice des CT, STD et équipes opérationnelles des ONG de mise en œuvre. Implication des CT et STD dans toutes les études des situations de référence des actions spécifiques des ONG de mise en oeuvre.Renforcement de capacités des CT dans la thematique SAN et MOC,validation des villages par les acteurs locaux,tenue planification tournante dans les cercles.	OPEN
Prendre contact avec le PRAPS afin d'avoir une estimation correcte de la valeur de base des SCAP-RU existantes et potentielles dans la zone d'intervention	mars-18	SMCL	Projet	Organiser une rencontre avec le PRAPS	ATN-RN	31-07-19	Un échange a eu lieu avec le Chargé d'appui aux SCAP_RU au niveau du PRAPS en septembre 2018 pour un appui conseil	CLOSED
La nécessité de garder une flexibilité dans la formulation et/ou l'actualisation des valeurs cibles de façon périodique au cours de la mise en œuvre	mars-18	SMCL	Projet	Prévoir une évaluation périodique de la pertinence des indicateurs pour une adaptation de leur formulation et/ou leurs valeurs cibles une ou deux fois au cours de l'intervention	ATN-S/E	Permanent	La pertinence des indicateurs sera analysée lors de l'évaluation à mi-parcours prévue en 2020.	OPEN

Le Comité de pilotage a recommandé qu'Enabel prenne attache avec le CSA afin que ce dernier lui notifie officiellement l'Ordonnateur qu'il aura choisi pour assurer, la Cogestion technique et financière des lignes budgétaires en cogestion	mars-18	SMCL	Projet	Organiser une rencontre avec le CSA afin qu'il désigne l'ordonnateur	Coresp National	30-09-18	Des rencontres et des échanges ont eu lieu entre Enabel et le CSA pour la désignation du sponsor	CLOSED
Le Comité de pilotage demande au Commissariat à la Sécurité Alimentaire de faciliter la participation du LCIANK au sein des clusters sécurité alimentaire et nutrition existants afin d'accéder aux informations.	mars-19	SMCL	Projet	Inscrire les cadres du LCIANK parmi les membres du Cluster sécurité alimentaire pour un partage d'informations	CSA	31-12-19	Le LCIANK à travers l'intervion Manager et ATN Responsable National font partie prenante du Cluster sécurité alimentaire	CLOSED

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

L'intervention va améliorer sa communication pour une bonne visibilité sur le terrain notamment en organisant des émissions ponctuelles sur les radios locales.

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Description des recommandations	L'acteur responsable de la (dés)approbation de la recommandation	p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année suivant celle du rapportage
Accélérer les procédures de passation des marchés publics relatifs aux investissements structurants afin que les réalisations des travaux cadrent avec la durée de l'intervention	UCP	Q1-2021
Organiser des plages d'échange entre les ONG de mise en œuvre et CAECE Jigiseme pour une inclusion financière réussie	Coordination	Q2-2021
Consolider les comités locaux de suivi de la sécurité alimentaire pour une prise en compte pérenne de la sécurité alimentaire dans les stratégies et plans de développement locaux	Enabel, Coordination	Q2-2021
Renforcer les capacités des SCAP-RU afin que les communautés participent à la collecte et à la remontée de l'information de la base au niveau national.	Enabel, Coordination	Q2-2021
Organiser des formations thématiques en lien avec la sécurité alimentaire et la nutrition à l'intention des équipes opérationnelles et de la coordination.	Enabel, Coordination	Q2 2021

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		**A**	**B**	**C**	**D**
		A			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
x	**A**	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
…	**B**	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
…	**C**	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
…	**D**	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
x	**A**	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			

	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		B		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
x	**B**	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
x	**B**	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
x	**B**	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		

	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		B		

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
x	**B**	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
x	**B**	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.

	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	**A**	**B** / **C** / **D**
		B
4.1 Durabilité financière/économique ?		
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
x	**B**	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
x	**B**	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.

	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	**B**	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
x	**B**	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Titre Output 4 : **La résilience et l'intégration aux dynamiques de marchés sont améliorées pour les petits producteurs et groupes vulnérables**
Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ? Les pratiques agroécologiques en milieu paysan améliorent la productivité agricole
Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ? o Non X Oui o Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ? Non Si oui : lesquels ? (éventuellement ToC modifiée en annexe)
Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ? o Décision 1 : Adoption d'une approche champ école et validation par l' des semences récoltées..... o Justification Décision 1 : restauration des sols pour augmenter les superficies emblavées et pour un apprentissage participatif en milieu réel..... o Décision 2 : ..... o Justification Décision 2 : .....
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ? Existence de sols dégradés récupérables à proximité des communautés, une pluviométrie favorable et disponibilité de l'IER.
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ? Insuffisance d'équipements adaptés pour la restauration des sols
Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ? o Non XOui Si oui, sous quelle forme ? photos
Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ? X Non o Oui Si oui, sous quelle forme ?

10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non

Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	À partir du 20 avril 2020
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Juin 2021
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Une

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

10.6 Ressources en termes de communication

- La création d'un groupe WhatsApp sur lequel toutes les activités du LCIANK ;
- La réalisation d'un élément de visibilité sur les actions du LCIANK concernant la réunion de cadrage par rapport aux investissements